

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 23/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



GÄTMO MOTORSPORT SARL

7 rue des Industries
ZI
67690 HATTEN

Références : 1955/NK/JLS
Code AIOT : 0006701955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement GÄTMO MOTORSPORT SARL implanté LIEU DIT ASCHBRUCH ZI 7 rue des Industries 67690 HATTEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GÄTMO MOTORSPORT SARL
- LIEU DIT ASCHBRUCH ZI 7 rue des Industries 67690 HATTEN
- Code AIOT : 0006701955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette société prépare des moteurs de compétitions à partir de son banc d'essais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : bruit, consignes incendies

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 1 | Bruit | Arrêté Préfectoral du 17/12/2001, article 11.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 2 | Règles d'exploitation et consignes | Arrêté Préfectoral du 17/12/2001, article 14.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a toujours pas affiché de consigne complète, ceci avait déjà été relevé lors de l'inspection en 2016.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2001, article 11.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruit - Contrôles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un contrôle de la situation acoustique sera effectué tous les 5 ans, par un organisme ou par une personne qualifiée. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté. |
| Constats : Le dernier contrôle date du 28/11/2016, les valeurs étaient correctes, cependant l'exploitant est en retard d'un an. → L'exploitant doit faire ces mesures de bruits, bien qu'il n'y ait pas de plainte, pas de voisin immédiat. Il est à noter que le site est en zone industrielle et que l'exploitant a déclaré qu'il n'utilise quasiment jamais la puissance de 150 kW (puissance des moteurs à l'essais - rubrique 2931 - l'AP ne fixe pas de seuil maximum) le soumettant au régime de l'autorisation, (il a déclaré utilisé plutôt 50 kW). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Règles d'exploitation et consignes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2001, article 14.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, consignes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 1) Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, entreprises extérieures...). L'exploitant s'assure fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. En particulier les installations présentant le plus de risques d'incendie ont des consignes écrites et/ou affichées...toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées. 2) Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 18 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : 1) Les consignes incendies affichées ne sont pas complètes, elles comportent juste le plan d'évacuation avec le positionnement des extincteurs. De plus, elles ne sont pas affichées dans tous les ateliers de l'exploitation : ce constat avait déjà été relevé lors de l'inspection en 2016. 2) Le personnel n'est pas formé aux matériels de lutte contre l'incendie |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |